

WE Charity,

UNIS... CONTRE LE QUÉBEC!

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 21 août 2020 – Le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a fait écho aux propos de son collègue de Rivière-du-Nord et porte-parole du Bloc Québécois en matière de Justice, M. Rhéal Fortin, qui a dénoncé l'octroi, par le gouvernement Trudeau, du programme de bourses canadiennes pour le bénévolat à l'organisme *WE Charity*, alors que, dans une note de service, des fonctionnaires fédéraux avaient notamment indiqué que l'organisme n'avait pas la capacité d'offrir les services au Québec.

«Les ministres ont choisi de donner le contrat à *WE* tout en sachant que, de l'avis même des fonctionnaires, l'organisme n'a pas la présence requise au Québec pour livrer la marchandise et que le réseau communautaire déjà existant chez nous était mieux outillé pour le faire. Cette nouvelle révélation prouve que non seulement les libéraux n'ont pas fait leurs devoirs avant d'octroyer le contrat sans appel d'offres à *WE*, ils sont même intervenus en faveur de *WE* contre l'avis des experts, le tout dans un champ de compétence exclusif du Québec», a dénoncé M. Fortin.

M. Fortin a découvert, dans la série de documents obtenus par le Comité permanent des finances, le 19 août dernier, que la ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse avait été informée, en effet, que *WE Charity* n'avait pas les moyens d'offrir ses services au Québec. Pourtant, l'entourage de la ministre a plutôt choisi de vanter l'implantation de *WE* au Québec et son travail en français. Dans une note adressée à la ministre, un fonctionnaire lui écrit de façon non équivoque: «À ma connaissance, UNIS et l'Organisme UNIS ne sont pas particulièrement connus au Québec. (...) Par ailleurs, le Québec possède déjà un vaste et solide réseau d'organismes communautaires qui travaillent ensemble et se connaissent très bien, je dirais. Si je jette un coup d'oeil sur www.wecharity.org, je ne vois aucun mot ni aucune page en français. Peu d'indices portent à croire que l'Organisme UNIS est bien ancré dans la *province*. À la lumière de tout cela, je crains qu'une collaboration avec l'Organisme UNIS soit sous-optimale au Québec, tant sur le plan de l'image que de l'influence». Pourtant, dans sa recommandation à la ministre, l'appareil politique libéral a plutôt prétendu que *WE Charity* était bien implanté au Québec! «L'Organisme UNIS a une forte présence au Québec et y offre des programmes de langue française. Elle y a établi des partenariats éducatifs avec neuf commissions scolaires de la *province*». La manœuvre ne pouvait guère être plus grossière!

«Pour tenter de s'esquiver, Justin Trudeau a prorogé le Parlement, qu'il avait déjà mis sur la touche depuis des mois, même s'il dirige un gouvernement minoritaire. Ce faisant, il a suspendu les travaux de pas moins de quatre comités parlementaires qui se penchaient sur le scandale *WE Charity*. Mais il ne perd rien pour attendre! Tôt ou tard, il devra expliquer pourquoi, si ce n'est pas pour avantager des proches, il a délibérément contrevenu aux recommandations claires des fonctionnaires en choisissant *WE Charity*, et ce, en dépit des signaux d'alarme que ceux-ci avaient allumés. Il était déjà insolite de mettre sur pied un programme destiné à rémunérer des bénévoles; en fait, une seule catégorie de bénévoles! Il était étonnant de voir l'ampleur des sommes allouées à cet effet, dans un champ de compétence du Québec et des provinces, en plus. Il était troublant de voir ce programme être octroyé, sans appel d'offre, à un organisme qu'on savait proche du clan Trudeau, moyennant des frais de gestion de l'ordre de plusieurs millions de dollars. Et plus on en apprend, plus cela apparaît inadmissible et scandaleux. Quoiqu'il arrive, Justin Trudeau devra en répondre», de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau de Stéphane Bergeron, député de Montarville
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)